ACTION

N° 35 ● JEUDI 12 DECEMBRE 1968 ● PRIX : 0,50 F ● REALISE AU SERVICE DES COMITES D'ACTION ● ACTION : 52, RUE GALANDE, PARIS-5e, Tél. 633-76-61 et 633-26-67

JOYEUX NOEL!

PAS DE PANIQUE

La répression s'accentue et chacun l'éprouve à sa manière. Les bourgeois des Champs-Elysées sont scandalisés d'être contrôlés et fouillés. Aux portes des lycées, il y a autant de cars et de flics en civil qu'au Quartier Latin. Les ménagères des cités ouvrières de banlieue se heurtent à des gendarmes qui, mitraillette à la hanche, fouillent les sacs à provision.

C'est normal : la situation politique est tout à fait particulière. Une classe ouvrière où la colère monte. Un mouvement révolutionnaire qui persiste. Une bourgeoisie où règne le désaccord quant à la bonne façon de se maintenir au pouvoir. Une équipe gouvernementale sans perspective politique. Le régime use de tous les moyens classiques pour battre la révolution : séduction, répression et aussi dénigrement et provocation. Il y a un certain nombre de faits : quelques grèves. Des attentats contre les hauts-lieux du capitalisme. Des mesures policières. Une campagne de presse qui amalgame tout « ce qui ne va pas en France » : crise monétaire, spéculation, banditisme, drogue, luttes ouvrières, attentats et militantisme.

Entre tous ces faits il y a un rapport, mais entre les révolutionnaires le désaccord règne justement sur la nature de ce rapport. En fait, de faux problèmes masquent les vrais.

1. Il n'est pas vrai que les attentats offrent un prétexte particulier à la répression. La multiplication de barrages dans Paris a commencé avant la vague d'attentats. Au début octobre et à la mi-novembre, « France-soir » a lancé une campagne de presse pour appeler à la répression de « la délinquance juvénile ».

2. Il n'est pas vrai que depuis quelques jours il y aurait plus de flics à Paris. Les effectifs en uniforme n'ont pas changé depuis plusieurs années (21.593). Assurément les chiffres de Grimaud ne font pas apparaître les flics en civil (plusieurs milliers), ni surtout la dizaine de compagnies de C.R.S. et de gendarmes mobiles qui ont été appelés à Paris pour la « rentrée » mais qui ne sont pas prêts de partir. Ces corps d'intervention sont plus faits pour les opérations de masse que pour les tâches de quadrillage. Promenez-vous la nuit. Les policiers en faction et les patrouilles mobiles sont effectivement très rares.

3. Pourtant la police donne une apparence d'omniprésence. Elle utilise une tactique d'intoxe. Les patrouilles de deux policiers ont été remplacées par des équipes de quatre ou six. Des petits cars stationnent ça et là. De grands cars sillonnent les rues alors qu'il n'y a nulle part de manifestations. Par dizaines, les flics en civil déambulent sur le Boul'Mich. Enfin, des barrages sont installés aux portes de Paris et sur les grandes places. Cette tactique réussit partiellement : les journaux révolutionnaire ne sont plus guère vendus à la criée. Les révolutionnaires ne descendent plus dans la rue. Maigres résultats : la diffusion de journaux a trouvé des moyens plus discrets, moins démagogiques et tout aussi efficaces. Nous avons volontiers abandonné le Boul'Mich aux « civils ». Quant aux manifestations, ce ne sont pas réellement les flics qui les empêchent. Simplement les avant-gardes se concentrent actuellement sur un autre type d'action : la propagande et l'explication politique. C'est un risque qui se jugera à ses résultats. En tout cas, la police n'est pas encore intervenue très fort contre l'activité de propagande. Quand elle le fait, elle n'a pas besoin de prétexte. Depuis juillet, les militants des comités d'action sont très souvent interpellés.

4. La violence de masse n'est pas quel chose qui se prépare et se dirige. Elle est produite par les masses et ne peut être le fruit d'un complot d'état-major. En Mai, les masses se sont révoltées et ont usé de la violence, instituant dans le pays un nouveau rapport de force encore présent aujourd'hui. Les attentats ne sont pas plus une aberration qu'une stratégie. Ils sont le produit de cette situation. C'est pourquoi il nous semble faux d'opposer violence de masse et attentats individuels acceptant ainsi l'alternative devant laquelle la bourgeoisie voudrait nous placer. Les bourgeois voient aujourd'hui les vitrines de leurs banques voler en éclats. En fait ils ont beaucoup plus à perdre : leur pouvoir politique. Le processus engagé en Mai est irréversible.

5. A ce propos, la presse bourgeoise développe une campagne qui a plusieurs objectifs : nous mettre au pied du mur de la logique bourgeoise, nous placer sur son terrain, nous obliger à trancher selon ses critères, en nous demandant : quelle est votre stratégie ?

Cette campagne lui permet en même temps de présenter une idée volontairement fausse de la lutte violente, la montrant comme l'ouvrage de spécialistes, comme le produit d'un plan ourdi de l'étranger...

Tout le monde le sait : l'édification des barricades n'a pas été l'œuvre de techniciens de la guérilla urbaine. La fabrication de bombes à retardement ne demande pas plus de qualification spécialisée. Un manuel de chimie suffit. Cette campagne vise à cacher la violence quotidienne de la bourgeoisie. Pour les capitalistes, cette violence est normale, mais celle des révolutionnaires devient un problème moral.

6. Pour les révolutionnaires, alors que les phrases sur la légitimité de la violence sont aujourd'hui dans la bouche du moindre curé, le vrai débat est ailleurs ; c'est celui des formes de riposte violente que nous devons utiliser contre la violence bourgeoise, des formes d'organisation adéquates, du rôle de l'action directe dans le développement du mouvement de masse. Ces problèmes ne sont pas tranchés. Mais nous n'avons pas à les discuter avec la bourgeoisie.

SAN-FRANCISCO COLLEGE
Il n'y a plus de badauds innocents

Les entrefilets parus dans la grande presse bourgeoise, ces jours-ci, concernant l'occupation et les scènes de violence qui se sont déroulées au San Francisco State College dénaturaient complètement la signification de ces événements. Un camarade américain de passage à Paris nous a fourni les précisions suivantes :

Il faut savoir que l'agitation politique sur le campus du S. F. State College (à ne pas confondre avec Berkeley qui est une université voisine) est menée de main de maitre par les militants de diverses organisations du Black Power ainsi que le Third World Movement, un nouveau regroupement d'étudiants révolutionnaires noirs et blancs. Les autorités universitaires viennent de nommer un nouveau recteur en la personne d'un écrivain et professeur très connu, S. I. Hayakawa, spécialiste de semantique générale et organisateur des théories linguistiques de Korzybski. Ceci indique que le gouverneur de Californie, l'ultra-réactionnaire hollywoodien Reagan, utilise la même tactique qu'Edgar Faure à Vincennes : la récupération des intellectuels soi-disant libéraux et autres célébrités arrivistes pour garnir la vitrine d'un réformisme fondamentalement autoritaire et capitaliste. Ce recteur « libéral » soutenu par d'imposantes forces de police a donc dégagé les locaux administratifs occupés par les étudiants. Notons que les policiers ont pénétré arme au poing dans l'université et qu'ils ont fait usage du gaz asphyxiant nommé MACE qui n'est autre qu'un des incapacitants de guerre utilisés au Vietnam. Le Herald Tribune du 8 décembre, a d'ailleurs publié à la une, une photo d'un policier visant de son revolver des étudiants noirs dans le hall d'un des bâtiments occupés. Vingt-cinq manifestants au moins ont été arrêtés parmi lesquels deux pasteurs protestants et plusieurs « notables » de la communauté noire venus protester contre l'indigne violence avec laquelle les policiers matraquèrent les étudiants. Les manifestants exigeaient des autorités universitaires qu'elles laissent suivre les cours à tous les Noirs quels qu'ils soient, sans leur faire passer d'examens, et que soient institués des cours d'histoire politique concernant les Noirs.

Bref, il s'agit de mettre fin à l'hégémonie de la culture strictement blanche, coloniale et raciste qui est dispensée par l'enseignement de classe. Le Herald Tribune indique qu'un revolver aurait été trouvé sur place ainsi qu'un engin détonateur d'explosif qui aurait pu appartenir à des étudiants. Ces objets, il est vrai, pourraient tout aussi bien avoir été plantés là par la police, experte à découvrir inopinément des « preuves » de la « violence aveugle » des révolutionnaires. Parmi les manifestants il y avait environ 150 Noirs, 350 Blancs, ainsi que des Américains d'origine mexicaine et orientale (le recteur, lui aussi, est d'origine japonaise). Un des orateurs du meeting qui s'est déroulé sur le campus, le professeur Jerry Venando, qui vient d'être mis à pied par le nouveau recteur, s'est écrié :

« Débarrassons-nous du Fantoche, fermons l'université ! »

Le Fantoche, c'est le recteur Hayakawa qui s'est montré particulièrement apte à jouer son rôle autoritaire. Le gouverneur de la Californie a mis à sa disposition 100 policiers plus une réserve de 600 autres dont 100 motards et 100 policiers des villes voisines. Le Fantoche s'est adressé à la foule de 2.000 personnes qui écoutaient les orateurs et leur a dit :

« J'ai donné l'ordre à la police de dégager tout le campus. Désormais, il n'y a plus de badauds innocents ».

En effet, que ce soit à San Francisco ou à Paris, à Rome ou à Tokyo, la « neutralité politique » de l'université s'avère inopérante, impraticable. Tous les agents de l'Etat bourgeois, célèbres intellectuels ou flics anonymes auront des comptes à rendre.

Vietnam : on ne négocie pas avec n'importe Ky

Qui paiera la note de novembre ?

La politique économique française ressemble étrangement à ces fins de repas, où le moment de l'addition approchant chaque convive s'éclipse sous les prétextes les plus divers. La note tombera sur le plus faible, celui qui court le moins vite, celui qui est le plus loin de la porte.

Aujourd'hui, c'est encore pire puisque ceux qui régleront le solde n'ont pas eu la moindre miette du festin. Ce que les salariés et la classe ouvrière vont payer ce n'est pas la note de Mai, au contraire : les résultats de l'économie française aux mois d'octobre et de novembre confirment la reprise très vigoureuse de la production. Loin de ruiner la monnaie, Mai a donné une très vigoureuse impulsion à l'expansion.

Le plan d'austérité, c'est la note de novembre : la boulimie de Deutsche marks qui a saisi quelques dizaines de financiers, quelques milliers d'industriels. L'opération est simple, particulièrement cynique; habituellement, lorsque le pouvoir lance un plan d'austérité, il fait semblant de frapper tout le monde. A coté de la charge la plus lourde qui pèse sur les salariés, le gouvernement fait un geste symbolique à l'égard des possédants.

Aujourd'hui c'est le contraire. Le premier volet du plan d'austérité est un cadeau aux entreprises : la suppression de la taxe sur les salaires. Cadeau royal : 8,135 milliards de N.F. En échange : augmentation de la Taxe à la Valeur Ajoutée (T.V.A.), impôt qui porte sur la consommation : résultat + 10,300 milliards de N.F. Au total, l'Etat disposera d'environ 2,2 milliards de recettes supplémentaires. Mais ce solde ne fait que traduire un déplacement très important de la charge fiscale.

Les entreprises — c'est-à-dire le capital — voient leur fardeau allégé; la hausse de la T.V.A. va porter sur les consommateurs, c'est-à-dire essentiellement sur les salariés. Nous allions oublier que les banquiers vont, eux aussi, verser leur obole : la taxe sur l'activité des professions financières applicable aux opérations bancaires et aux activités des agents de change, des remisiers, sera portée de 13 % à 15 % : résultat 27 millions de N.F. 10,300 milliards contre 27 millions, cela donne la mesure d'une politique.

Les prix intérieurs vont augmenter puisque la T.V.A. est intégrée aux prix. L'estimation est que la hausse provoquée par le plan d'austérité sera de 1,5 à 2 %. Mais ce chiffre suppose que l'augmentation de la T.V.A. sera compensée par la suppression de la taxe sur les salaires. En fait, ce mouvement compensateur ne dépend que de la bonne volonté des industriels. Et chacun sait qu'ils ne sont pas philanthropes.

Rien ne prouve que la baisse des prix à la production devant résulter de la suppression de la taxe sur les salaires sera répercutée tout au long du processus de fabrication et de commercialisation : l'industriel comme le commerçant peut préférer en garder le bénéfice. Il est en revanche certain que les industriels et les commerçants appliqueront à plein les augmentations des taux de la T.V.A. En d'autres termes, les mécanismes de l'aménagement fiscal qui, théoriquement, doivent jouer dans les deux sens risquent pratiquement de ne jouer qu'à la hausse.

Dans ces conditions la hausse des prix risque d'être le double de l'augmentation prévue, près de 4 %. Déjà les constructeurs d'automobiles annoncent une hausse de 6 %. Si l'on ajoute l'augmentation « normale » des prix prévue pour 1969, 4,1 %, on obtient environ 8 % pour 1969. Comparer avec les résultats de Grenelle.

La faillite nous voici

Second aspect du plan d'austérité, la réduction des dépenses publiques. Là les conséquences sont immédiates : hausse des tarifs de services publics et des entreprises nationalisées et compression de l'emploi dans la fonction publique.

Dès le printemps, le résultat général du plan d'austérité sera l'augmentation du chômage. La diminution de la demande intérieure ne sera qu'en partie relayée par le développement des exportations. La production a atteint en novembre 1968 un niveau record. Même si en 1969 l'industrie française progresse en moyenne de 6 %, ce sera au prix d'une nette récession au début de l'année. Si le taux d'activité actuel de l'industrie se maintenait la croissance serait beaucoup plus importante.

L'expansion en 1969 a été sacrifiée sur l'autel de la spéculation, non sur celui du franc. Rétablir la confiance, tel est l'objectif du plan d'austérité. Mais rétablir la confiance, qu'est-ce que cela veut dire ? Cela signifie rétablir la confiance du capital; et cette confiance-là ne se nourrit qu'avec des profits.

LE MANIFESTE DU P.C.F. : Grands mots, mauvais remèdes

Le dernier écrit du P.C.F. n'est pas une résolution ordinaire ni le simple rapport d'un dirigeant. Sous le titre « Manifeste », les dirigeants du parti ont voulu, en remettant à jour le programme du 18e congrès, faire œuvre doctrinale.

Après mai, Prague et la crise monétaire, il était en effet urgent de préciser les objectifs et de redéfinir la stragégie.

Autant dire tout de suit qu'il n'en est rien. Le Manifeste est une somme de réponses tactiques non pas même aux exigences de la situation de la lutte de classe aujourd'hui mais à la situation propre du P.C.F. sur l'échiquier politique national. Tâche ardue, il est vrai.

Après mai, il fallait tout à la fois montrer aux militants ébranlés par l'ampleur d'une lutte de masses menée en marge du parti sinon même réprouvée par lui, que le P.C.F. gardait l'initiative ou, pour le moins les idées claires, tout en essayant de récupérer la petite bourgeoisie apeurée qui avait rejoint le bateau gaulliste.

Après Prague, il était nécessaire de donner des garanties à l' « alié privilégié » sur l'éventuel avenir socialiste sans pour autant aggraver le malaise interne du Parti.

Après le putsch monétaire, enfin, il devenait beaucoup plus difficile de minimiser les luttes de mai et de nier la crise du capitalisme sans perdre toute influence sur les luttes ouvrières singulièrement aiguillonnées par le plan d'austérité. Le résultat ne pouvait être qu'à la mesure de l'entreprise contradictoire mais finalement cohérente de la ligne d'intégration au jeu politico-parlementaire bourgeois.

On lâche du lest sur la gauche (reconnaissance du caractère politique des grèves de mai-juin, nécessité de mener la lutte des classes sous toutes ses formes, évocation de formes non pacifiques de passage au socialisme) afin de désamorcer dans les discussions des militants toute velléité contestataire. Après quoi, on réécrit le programme du dernier congrès.

Seguy - Rochet virage à gauche priorité à droite

En l'édulcorant au passage : un peu moins de nationalisations, prudence sur les institutions, modération en politique extérieure.

Mais ce manifeste, fruit de la tactique révisionniste des dirigeants du P.C.F. va être discuté *aussi* à la base du parti et sera le texte de référence pour les militants auxquels il fait semblant de s'adresser. Nous devons aussi le comprendre et l'analyser à ce niveau et montrer, alors même qu'il prétend ôter des arguments aux « gauchistes » qu'il aboutit à donner plus de poids à ce que nous disons.

L'IMPASSE ELECTORALISTE

Dans son discours de présentation du « Manifeste », Waldeck Rochet souligne de manière inhabituelle l'importance des batailles de mai et juin au cours desquelles « la lutte des classes a fait un bond considérable ». Mais, hélas ! en juin, l'incapacité des partis de gauche à s'unir autour d'un programme commun a provoqué la défaite électorale de la gauche. En clair, la lutte des classes ne se concrétise que dans les urnes et si mai n'a pas abouti, c'est que les forces les plus compromises de la IVe République n'ont pas voulu se joindre au P.C.F. pour présenter aux masses un visage convenable. Si l'on veut dire par-là que la classe ouvrière est peu encline à se livrer pieds et poings liés à une coalition dominée par la petite bourgeoisie fédérée, il n'était pas besoin d'un long texte pour démontrer l'évidence. Mais le P.C.F. veut démontrer tout le contraire : hors l'alliance avec la F.G.D.S. point de salut. Gageons qu'il lui faudra redoubler d'énergie pour faire avaler au prolétariat français la pilule de l'unité avec Mitterrand-Moch-Mollet et Cie et pour lui faire prendre les élections pour la forme achevée de la lutte des classes.

Car les élections de juin ne sont pas un échec *électoral* de la gauche mais un échec tout court de la gauche *électoraliste* (P.C.F. y compris) et une preuve décisive du divorce entre l'exigence révolutionnaire des masses qui ont fait accomplir à la lutte des classes « un bond considérable » et le verbiage parlementaire et légaliste de la pseudo gauche.

Du mouvement de masse *réel*, des forces neuves qui se sont jetées dans la bataille, il n'est pas question pour le P.C.F. d'en tenir compte dans sa perspective unitaire. Waldeck Rochet ne sait qu'en condamner le gauchisme irresponsable. Et cela donne toute la mesure de l'énergie avec laquelle le parti va lutter contre le régime. Car l'unité forcenée avec les pseudos-socialistes de la F.G.D.S. est le plus sûr moyen de rejeter une partie des masses populaires entre les mains du gaullisme : sur ce point, les élections de juin auraient dû servir de leçon. Mais pas pour le P.C.F. semble-t-il qui repart bravement à l'assaut du Palais-Bourbon avec un objectif tout neuf : la démocratie avancée.

UNE DEMOCRATIE POUR QUI ?

Rénovée à l'origine, véritable ensuite, puis authentique et réelle, telle Notre-Dame et le Palais de justice, la démocratie vient de subir au dernier comité central un ravalement de façade : elle sera désormais avancée. Le contenu n'a guère changé : nationalisation des banques et des monopoles, gestion démocratique des grandes entreprises nationalisées par les représentants des travailleurs ; priorité a l'enseignement, tout le pouvoir au parlement, etc. Et en filigrane l'ouverture « progressive » vers le socialisme donne à l'ensemble sa coloration stratégique. Mais qui exercera ce pouvoir démocratique ? Certes, le P.C.F. répond clairement à cette question : Les partis de gauche unis par un contrat de gouvernement. Parce qu'évidemment les partis de gauche feront une politique de gauche, comme en 1936, comme en 1945. Et la bourgeoisie, médusée, s'inclinera d'elle-même puisque « le développement continu de la démocratie politique et économique que nous voulons pour notre pays favorisera le renforcement des positions de la classe ouvrière dans la société et l'affaiblissement du grand capital ». On croit rêver : la classe ouvrière, représentée par le P.C.F., liée par contrat avec la social-démocratie et quelques autres radicaux va gérer pour son plus grand profit un capitalisme « démocratique » et ainsi renforcer ses positions en tant que classe. Là encore, le putsch monétaire né de l'incapacité du gaullisme à discipliner les forces capitalistes qui l'on porté et maintenu au pouvoir fournissaient une magistrale leçon. Pas pour le P.C.F. en tout cas qui ressucite la vieille fable sociale-démocrate de « la démocratie création continue » sans traiter une seule fois de la question décisive du pouvoir politique, sans dire comment la classe ouvrière s'assurera le contrôle des secteurs clés de l'économie.

Le fauteuil de monsieur Waldeck est avancé

Alors de deux choses l'une, ou bien « la démocratie avancée » est un pur et simple argument électoral : argument stupide qui s'il n'a *jamais* désarmé l'anticommunisme de la petite bourgeoisie a *toujours* démobilisé une partie importante de la classe ouvrière, de plus attitude indigne d'un parti révolutionnaire ; ou bien il s'agit comme le texte voudrait le faire croire d'un objectif *transitoire* vers le socialisme mais dans ce cas il est inepte de prétendre que, sans définir avec précision le rôle *autonome* de la classe ouvrière, la stratégie des alliances nécessaires, la nature des réformes immédiates anticapitalistes et du pouvoir d'Etat correspondant à cette période, la démocratie avancée ouvre la voie au socialisme.

VIOLENCE OU CAPITULATION

Un tel programme liquide en fait toute perspective socialiste. Il n'y a pas d'entracte dans la lutte des classes et loin de stabiliser le front la période de transition vers le socialisme verra au contraire s'exacerber les affrontements des classes antagonistes. La tâche alors de l'organisation révolutionnaire sera non pas de partager le pouvoir d'Etat avec la bourgeoisie mais de diriger la classe ouvrière à la conquête du pouvoir. Telle qu'elle est définie par le P.C.F., la « démocratie avancée » ne peut être qu'un gaullisme sans de Gaulle ou plus probablement encore un gaullisme replâtré, avec ministres communistes comme en 1944. Le programme mythique du P.C.F. situe le moment violent de la lutte de classe (ouvrant sur la «dictature du prolétariat ») *après* l'étape de la démocratie avancée. Il cultive l'illusion que les grandes banques et les grands monopoles se laisseront déposséder sans qu'il soit nécessaire de dissoudre l'appareil d'Etat bourgeois qui est à leur service depuis toujours. Qu'avant la réalisation du socialisme on doive passer par une première étape où l'on frappe la bourgeoisie à la tête (banques, monopoles) c'est vrai.

POUR QUAND LA LUTTE DE CLASSE ?

Mais cette étape transitoire est celle de « la violation *despotique* du droit de propriété » (manifeste communiste), il est inimaginable que la grande bourgeoisie se laisse déposséder sans résiste. Cette étape sera violente : la majorité des exploités devra *violer despotiquement* la minorité d'exploiteurs et ses tueurs à gage. Les révolutionnaires ont toujours conçu cette étape comme une épreuve de force, exercice de la violence anticapitaliste de l'ensemble des classes exploitées (« dictature »). Tout autant Marx, Lénine (« dictature démocratique des ouvriers et des paysans » et Mao-Tsé-toung (« Démocratie nouvelle» = «dictature» des ouvriers, des paysans pauvres de la petite bourgeoisie et des intellectuels révolutionnaires). En oubliant la violence inévitable de cette étape, le P.C.F. justifie d'avance ses capitulations futures.

Quand la démocratie est avancée, elle coule

Après cela, le texte du P.C.F. peut à loisir disserter sur le passage au socialisme et rêver d'une France socialiste. Quelques citations laborieuses de Marx et de Lénine ne suffisent pas à masquer l'absence totale d'imagination et de confiance dans les masses des dirigeants du parti.

Rien ne sert d'épiloguer sur ce point. Quand on affirme que, pour que la perspective du socialisme devienne une réalité, « la première condition est que la majorité de la nation laborieuse soit gagnée à la cause de la transformation socialiste de la société » autant délivrer tout de suite au capitalisme un certificat de longue vie.

UNE DISCUSSION TRUQUEE

Ce texte n'est pas, comme il semble le prétendre, une analyse marxiste de la lutte des classes en France et de la stratégie révolutionnaire mais la tentative circonstantielle d'exprimer et de maîtriser un rapport des forces qui échappe au P.C.F.

Noël : l'enfant se présente mal

Tentative particulièrement nette si l'on remarque la contradiction qui existe entre les formules, le style général « gauchiste » des deux textes et le fond qui se situe en retrait très net par rapport aux propositions du 18e Congrès (cf. « Propositions concrètes » sur le programme de « démocratie avancée »). Sont aussi nettes à cet égard les propositions et positions en politique extérieure : il s'agit pour le P.C.F., ici plus encore qu'avant mai, de répondre sur le plan du jeu diplomatique bourgeois, de se faire « reconnaître » comme partenaire sérieux ; bref, de s'intégrer en faisant des « propositions réalistes », en acceptant implicitement, par ses propositions le cadre bourgeois des problèmes internationaux : la coexistence pacifique façon capitaliste ; la liquidation des blocs, posée en dehors de toute référence au rapport des forces dans la lutte des classes à l'échelon international, etc.

Cette intention profonde se révèle, presque naïvement, sur un point mineur (n'entrant pas dans le cadre des grandes options politiques internationales de l'U.R.S.S.) : les dernières colonies françaises. Citons : « la France démocratique doit reconnaître, comme à tous les peuples, le droit à l'autodétermination des peuples de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion, de la Nouvelle-Calédonie, de la Polynésie, etc., et satisfaire leurs légitimes revendications d'un statut d'autonomie leur permettant de gérer librement leurs propres affaires dans le cadre de la République française ». Après l'Indochine, après l'Algérie, il fallait oser. Mais pour Waldeck Rochet, le paternalisme colonial fait toujours partie des options « audacieuses » du « grand parti révolutionnaire de notre temps ».

Décidément, ce « manifeste » n'a de manifeste que le nom. C'est un texte tactique dans son fond comme dans sa forme, dont justement la tactique est de se faire passer pour un texte stratégique, pour un manifeste, un programme révolutionnaire.

Monnaie Nationale Nation Monnayable

En effet, le petit jeu subtil entre les formules et le contenu n'est pas simplement gratuit ou signe d'incohérence dans la pensée des dirigeants du P.C.F. Sa fonction est de masquer la situation contradictoire dans laquelle se trouve le P.C.F. sur « l'échiquier politique », en exprimant ses termes sur deux plans différents : la forme et le fond. Parler de grèves politiques, du programme commun avec les syndicats, etc., et attaquer violemment (sans le nommer) le P.S.U. sur l'autogestion par exemple, c'est désirer en clair l'alliance, pour contrôler les forces de gauche qui sont nées en mai. Sans renoncer pour autant à rassurer ses alliés officiels à droite, la F.G.D.S. C'est par ce tour de passe-passe qu'on peut faire prendre pour stratégique un texte qui n'exprime que les préoccupations tactiques du moment.

Pour reprendre pied sur un terrain qui lui a échappé en mai, le P.C.F. essaye de concilier par une formulation « dure » quelques alliés — potentiels — à gauche (le P.S.U., par exemple) et la vieille stratégie d'alliance avec la S.F.I.O. par un contenu sage, ultra-modéré, jouant le jeu « sérieux » de la politique bourgeoise.

La Sûreté Nationale seul secteur en expansion

Ainsi les militants communistes sont-ils appelés à participer à une discussion truquée. Le texte qu'on leur propose, avec des concessions de forme, ne s'adresse pas à eux mais prépare de nouveaux marchandages électoraux. Il reste que pour parler aux militants, le P.C.F. est obligé de durcir son langage et cela est une invitation supplémentaire à poursuivre notre lutte pour rallier les militants communistes à la cause révolutionnaire, non seulement dans les paroles, mais dans les actes.

AVEUGLES ET PARALYTIQUES

En mai, le mouvement révolutionnaire. En novembre, le capital se venge.

Quelle va être la réponse de la classe ouvrière ?

Une grève, un chahut, une manifestation, et toute la presse s'inquiète : cela va-t-il recommencer ? Il y a toujours dix millions de grévistes en puisance. Les travailleurs attendent. Les étudiants attendent. Les flics aussi, l'arme au pied. Le prix de l'or augmente sans arrêt. De Gaulle se survit. C'est le moment choisi par la C.G.T. pour sa rentrée revendicative chez Renault, par le P.C. pour sa rentrée politique dans l'Humanité.

RENAULT :

Y a-t-il eu un marché entre les dirigeants cégétistes et Dreyfus ? Une grève-bidon contre une grossière provocation patronale ? Comme il y eut en juin l'interdiction des groupes gauchistes en échange d'une bénédiction du parti pour les élections. Alliés ou complices, peu importe, le résultat est le même, l'alliance avec la bourgeoisie pour détourner le combat de son vrai terrain.

LE PARTI FAIT DES AVANCES A LA DEMOCRATIE

Dans la rapport de Waldeck et le texte du Comité Central, le P.C. parle dix fois de révolution pour mieux réaffirmer la voie pacifiste vers le socialisme. C'est-à-dire qu'il continue de mystifier la classe ouvrière. La même mystification que la « coexistence pacifique » à l'échelle internationale, politique qui a permis la prolongation de la guerre au Vietnam comme la « voie parlementaire » a justifié l'étouffement de mai.

Le parti se prétend révolutionnaire pour mieux neutraliser ceux qui font la révolution, comme la C.G.T. lance une fausse grève pour désamorcer les grèves politiques qui la menacent.

En mai le P.C. a joué contre la révolution. En juin il a perdu les élections. En novembre il a perdu ce qui lui restait de Grenelle. Le parti est une coquille vide. Les communistes n'y sont plus. L'avant-garde du prolétariat s'est échappée de ses cellules.

Mais pas la C.G.T. Pas de regrets pour le parti, il est aussi facile de remplacer une « direction révolutionnaire » qu'il est difficile de créer une véritable organisation populaire. En mai il a suffi des étudiants pour occuper partiellement la place totalement vide du parti, pour porter la parole de la révolution. Ils ont pu mener la lutte jusqu'au point où l'organisation de masse doit relier la prise du pouvoir dans les usines et dans les facultés, et poser la question du pouvoir au niveau politique.

La C.G.T., parce qu'elle existe, seule organisation de la classe ouvrière, est la seule force réelle du parti communiste. Le syndicat agit, le parti parle pour lui. Ils maintiennent ainsi — en complicité avec la légalité bourgeoise — la coupure entre action revendicative et action politique, syndicat - parti, division du travail qui aboutit à retirer aux travailleurs en lutte tout pouvoir de décision pour le remettre à une bureaucratie possédant le monopole de l'expression politique.

Les Comités d'action et de base sont une première réponse au choix forcé entre syndicat revendicatif et parti électoraliste. Le vrai métier de beaucoup de ces responsables, c'est d'avoir la trouille pour les autres. C'est leur manière de se fabriquer une majorité.

Que propose « le grand parti révolutionnaire de notre temps ? » La démocratie en état de pourriture avancée.

Le parti est mort pour la révolution. Sa seule fonction est actuellement de détourner les forces canalisées par la C.G.T. au profit de la collaboration avec la bourgeoisie. Au nom de l'expansion, au nom de l'ordre, au nom de la France.

Le Parti est mort, vive les communistes !

RENAULT-BILLANCOURT
Une grève pour un sapin de Noël

Contrairement à ce qui a été rapporté par presque toute la presse conservatrice (celle qui va du « Figaro » (1) à « L'Humanité » (2) en passant par « Le Monde » (3) dont la soi-disant impartialité tient à ce qu'il s'emploie essentiellement à faire le lien entre les deux journaux précédents, visant ce double public : le patron spéculateur et le militant syndical), contrairement à ce qui a été dit et répété, la rencontre entre les étudiants ou intellectuels « gauchistes » et les ouvriers de la Régie aux portes des usines Renault, jeudi 5 décembre, n'a pas marqué un retrait par rapport aux rencontres de mai sur ces mêmes lieux, mais tout au contraire un progrès.

L'analyse trompeuse repose premièrement sur des données quantitatives : il y avait MOINS d'étudiants, MOINS d'ouvriers. Bien sûr. On pourrait remarquer de la même manière qu'il n'y avait pas dix millions de travailleurs en grève. Cette banalité ne constitue pas la preuve du reflux tant espéré par la bourgeoisie ou par les défaitistes de « gauche » (P. C. inclus).

Le deuxième argument repose sur le petit discours menaçant du responsable C.G.T. venu prévenir qu'il n'admettrait aucune ingérence dans la manifestation prévue à la sortie du meeting, ou qu'alors cette manifestation n'aurait pas lieu. Aucun journal — à l'exception, ô stupeur, de « Paris-Jour » (4) — ne fait état de la réplique immédiate donnée à la hargne de ce chien de garde : hué, interrompu aux cris de « étudiants-ouvriers solidaires », reconduit par l'Internationale, il devait être ouvertement désavoué peu après par la masse des ouvriers qui aidèrent les étudiants à briser la chaine du service d'ordre C.G.T. et leur permirent de se joindre à la manifestation où l'un des mots d'ordre les plus repris fut : « Ouvriers-étudiants, un seul combat » avec « Ce n'est qu'un début, continuons le combat » et « Le pouvoir aux travailleurs ».

Retour place Nationale, les discussions reprirent et se poursuivirent longtemps entre ouvriers et membres des Comités d'Action. C'est ici qu'intervient le troisième argument. Sous prétexte que nous n'étions plus en mai, qu'il faisait plus froid, que le ton était différent, qu'il n'y avait pas cette euphorie extraordinaire provoquée par la grève générale et par l'immense espoir qu'elle a soulevé, et qui n'est pas près de s'éteindre (comme répondait un camarade à un cégétiste agressif qui l'avait reconnu et apostrophé : « Encore toi, toujours les mêmes, t'a pas encore débandé ! » Réponse : « C'est ça ! depuis mai ! sept mois sans débander ! ») sous prétexte que ce n'était pas l'euphorie, on conclut, ici et là, à l'échec des contacts et des discussions. Rien n'est plus faux. C'est précisément en prenant conscience, comme ce jeudi, des différences réelles qui séparent les étudiants des ouvriers que les étudiants comme les ouvriers se politiseront et ce n'est pas en ignorant ces différences qu'elles s'évanouiront magiquement. Il ne faut pas se dissimuler un seul instant que la marche sera longue avant que les ouvriers et les étudiants, les manuels et les intellectuels, parlent le même langage, se comprennent et s'entendent vraiment. Cela suppose la révolution, rien de moins. C'est pour obtenir ce résultat que nous voulons faire la révolution, et s'il était déjà obtenu, la révolution ne serait plus à faire. Nous avons d'ailleurs si peu d'illusions sur ce point que nous sommes mêmes partisans de la révolution ininterrompue et permanente.

Plutôt que de poursuivre une longue analyse théorique qu'il sera toujours temps d'entreprendre plus tard, quelques faits précis :

Un groupe d'ouvriers, six, 35-40 ans. L'un d'entre eux explique qu'en mai on ne pouvait rien faire de plus et que de toute façon il n'était pas possible d'aller plus loin que les revendications parce que les rapports ne pouvaient pas changer et qu'il y aurait toujours des ouvriers et des patrons. Interruption : « Finalement, tu es gaulliste ! Pourquoi ne cries-tu pas : Vive Dreyfus, Vive de Gaulle ! » Lui, horrifié : « Pas du tout, mais si tu remplaces Dreyfus ou de Gaulle... qui tu mets ? »

— Dans les statuts de la C. G.T., l'abolition du patronat est inscrite, l'abolition du rapport patronat-salariat.

— Oh ! les statuts...

— Mais ce n'est pas une utopie : on peut concevoir et construire une société sans patrons.

— Bah ! Vous les intellectuels vous n'y connaissez rien. Restez dans vos universités et revenez à l'usine avec vos diplômes. On verra bien ce que vous ferez quand vous serez patron.

— Pardon, c'est toi qui n'a rien compris. On n'a aucune envie d'être patron.

— Bon. Alors supposes, concrètement, que tu travailles avec nous. Nous sommes six, avec toi ça fait sept, dans le même atelier. Tu es le chef. Je suis un ramier. Qu'est-ce que tu fais ?

— Pourquoi veux-tu, d'abord, que je sois le chef ? Si on est sept et qu'il y a une décision à prendre, on la prendra à sept.

— Bon. On est trois ramiers, quatre, on fout rien. Qu'est-ce que tu fais ?

— Tu veux me faire dire que la répression est inévitable, qu'on en vient forcément aux coups de pied au cul, et que celui qui les donne est le chef, et qu'il y a donc toujours des patrons. C'est la thèse de la droite classique, et elle est fausse tu le sais très bien. On peut travailler sans gardes-chiourmes, sans coups de pied au cul, et c'est même la condition d'un vrai travail, la différence qu'il y a entre le travail et le bagne. »

Un autre groupe : on discute de l'autogestion. Qu'est-ce que cela signifie exactement ? L'abolition de la hiérarchie ? Le contrôle et la décision prise à la base ? A côté, on parle de la prime. Quelqu'un dit : « Bah ! pourquoi pas le sapin de Noël ! » Certains ouvriers sont déçus : « On aurait dû amener toute l'usine à se mettre en grève. »

— Ce sont toujours les moins payés, les plus malheureux, les travailleurs émigrés qui sont les moins chauds pour faire la grève.

— Si on s'occupait d'eux, si les syndicats s'occupaient d'eux toute l'année, ils comprendraient peut-être mieux la solidarité.

— De toutes façons, quatre heures ça sert à rien. C'est à cause de ça qu'il y en a beaucoup qui n'ont pas voulu faire grève.... »

Effectivement, que penser d'une grève d'avertissement en réponse à la lettre de Dreyfus sur la question de la prime, dans l'usine-pilote, celle qui sert de baromètre du climat ouvrier, au moment où le patronat et la bourgeoisie viennent, avec la crise monétaire et la spéculation, d'exhiber leurs visages d'escrocs et d'incapables, mobilisant contre eux toute la colère des travailleurs, que penser d'une grève de quatre heures quand il n'est question que de balayer définitivement les exploiteurs, sinon qu'une fois de plus la vraie lutte de classes a été esquivée. C'est à se demander si la lettre de Dreyfus n'avait pas tout simplement pour objet d'offrir aux syndicats, en pleine crise monétaire, un terrain inoffensif de lutte : « La prime ». Belle manœuvre. Les « gauchistes » allaient-ils la faire avorter ?

Un jeune ouvrier, moins de trente ans. On parle de mai-juin. Lui est pour l'abolition du patronat, mais il explique que les C.R.S., la Légion auraient ouvert le feu. Il a fait son service militaire en Algérie. Il explique qu'on n'est pas libre de tirer ou pas, dans l'armée. Il était chez les paras. Il a même été envoyé en France pour réprimer des émeutes paysannes, région de Lyon.

— Tu n'aurais quand même pas tiré sur les paysans ! Aujourd'hui, jamais l'armée ne tirerait sur les ouvriers ! Les soldats, le contingent, tireraient beaucoup plus vite contre les patrons !

— Oh ! Tu sais, quand on a des fusils dans le dos, on tire, sinon on y passe soi-même. »

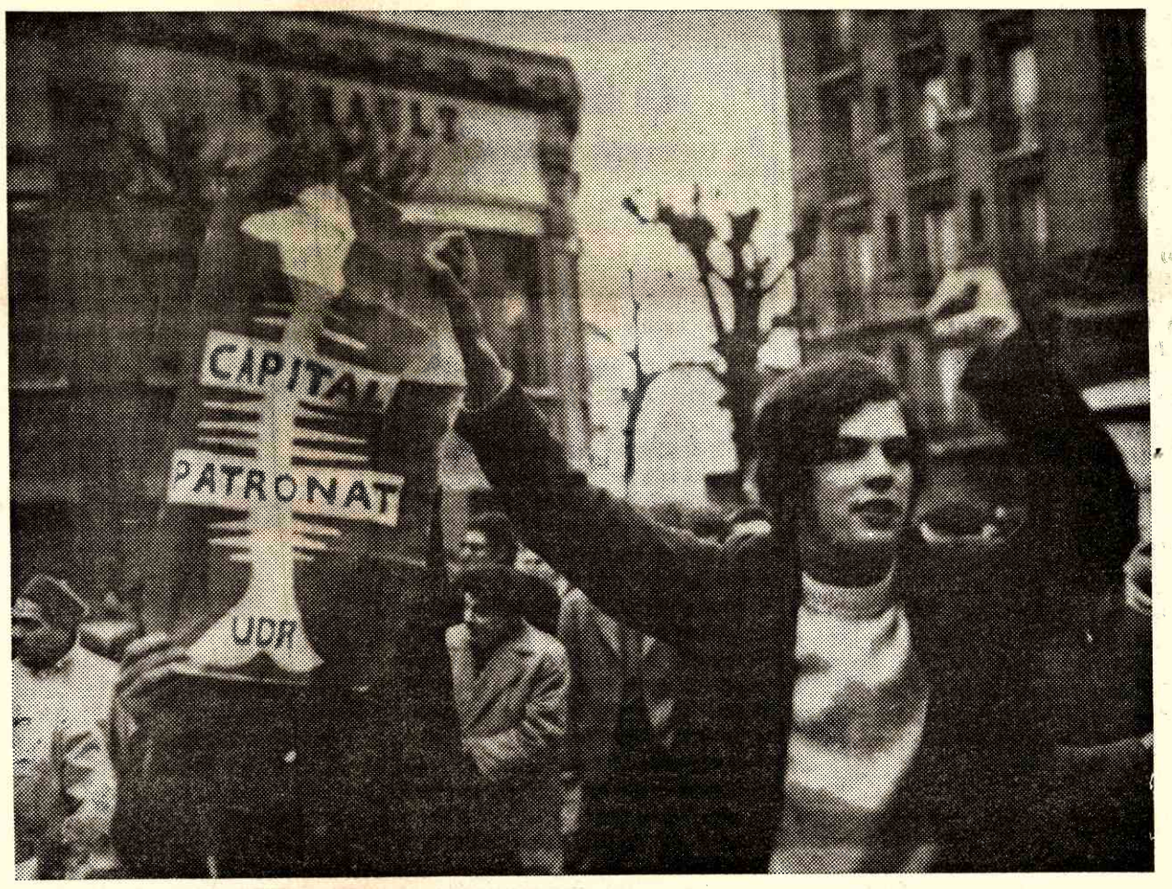
Il gagne plus de 100.000 A.F. par mois, est à la C. G. T., a voyagé (Bulgarie, Tchécoslovaquie, Union soviétique), a passé ses dernières vacances en Algérie : « C'est devenu dégueulasse. Avant, Alger ressemblait à Nice, à Monte-Carlo... Aujourd'hui, c'est dégueulasse. » C'est un élément avancé : il manifestait pour vingt-quatre heures et non pas pour quatre heures. Il me dit : « Ce qui est emmerdant, écoute, c'est salaud ce que je vais dire, mais c'est les ouvriers étrangers. Ils gagnent la moitié de nous, et pour eux c'est le pactole. Alors, si on insiste, le patron nous réplique : tant pis, vous allez perdre la place, on fera faire le boulot par d'autres qui nous coûtent moins chers. Tu vois, ce serait mieux s'il n'y avait pas d'ouvriers étrangers. »

Je suis baba. C'est Castro qui a répondu, je crois, à ceux qui lui disaient toujours que les masses n'étaient pas mûres, qu'à force d'attendre qu'elles soient mûres, les masses, elles devenaient pourries.

Décidément, il est plus que temps de faire la révolution.

A 14 h. 30, la grève est terminée. Place Nationale, à peu près vide, quelques gauchistes s'attardent. Certains responsables C.G.T., ou permanents du P.C., reviennent en force et tentent de les éjecter. Est-ce là l'interprétation que les cellules locales proposent du récent manifeste du Comité central où il est dit notamment : « L'alliance de la classe ouvrière avec les intellectuels est, à notre époque, une affaire capitale. » Ou bien faut-il comprendre qu'en certaines circonstances les bureaucrates amènent une potiche d'honneur pour la livrer à la contemplation des ouvriers, distribuer des autographes, peut-être quelques poignées de mains condescendantes, et qu'en dehors de ces rites d'aliénation, c'est le cassage de gueule, comme si, dans la défense de l'ordre établi, dans la protection de l'aliénation, on craignait d'être moins zélés que les forces de l'ordre elles-mêmes. Une phrase stupéfiante, imprimée dans un tract de la C.G.T. Renault-Billancourt, daté du 26 novembre 1968, est révélatrice à cet égard. On lit : « Dreyfus devrait savoir que ce ne sont pas les C.R.S. envoyés à Flins qui ont fait reprendre le travail, mais le résultat des discussions avec les organisations c'est cela qui est écrit. Aucun gauchiste ne l'aurait trouvé.

Où faut-il être tombé pour en venir à se comparer sur le plan de l'efficacité avec les C.R.S. ? Et pourquoi les syndicats, les permanents du P.C. se mobilisent-ils pour protéger l'ordre patronal, tel qu'il est inscrit aux portes de l'usine : « Entrée interdite à toute personne étrangère à l'usine ». Jeudi 5 décembre, sur l'une des plaques, deux mots avaient été barrés : « interdite » et « étrangère ». C'est un début.



Exhibitionnistes...

(1) **Le Figaro :** journal conservateur bourgeois.
(2) **L'Humanité :** journal conservateur ouvrier.
(3) **Le Monde :** journal conservateur bourgeois, ouvrier, culturel, militaire et religieux. Journal de tous les conservatismes.
(4) **Paris-Jour :** journal conservateur de faits divers. Dépolitisé au point d'être imprévisible.

L'AUTOMOBILE, STADE SUPRÊME DU CAPITALISME

Le secteur de l'automobile est un point stratégique dans le plan d'ensemble de la bourgeoisie, et constitue le baromètre tant économique que politique de la santé d'un pays capitaliste. En effet, si au moment où Lénine analysait l'impérialisme, les concentrations de capital dans les secteurs des chemins de fer, de la sidérurgie, de la métallurgie, des sources d'énergie étaient l'expression la plus haute du capitalisme, cette place revient aujourd'hui aux secteurs qui produisent des biens de consommation durables, comme l'automobile. Pourquoi ?

a) La production d'un tel bien est extrêmement **intégrée** en ce sens que la plus grande part des secteurs fondamentaux y sont impliqués de façon complémentaire : mines de fer et d'autres métaux, mines de charbon, sidérurgie, mécanique et électro-mécanique, pneus, chimie. L'interdépendance étroite qui règne entre ces secteurs est cependant relativement unilatérale, orientée dans le sens du dernier moment de la production : l'automobile. Le secteur de l'automobile exerce un contrôle sur les autres secteurs en ce sens que ceux-ci sont objectivement situés comme des éléments du cycle de la production.

b) Le secteur de l'automobile favorise non seulement l'implantation et l'expansion d'activités nouvelles (activités complémentaires du genre des services sociaux) mais aussi la consommation de produits industriels de grande importance pour l'accumulation du capital, tel que le pétrole (dans ses différentes phases d'extraction, raffinerie, distribution) ou le ciment. De plus des activités qui ont un poids énorme dans la balance de la production capitaliste ne sont possibles que grâce aux transports routiers : le commerce, le tourisme, l'assurance, etc.

c) Le degré de concentration du capital dans l'automobile rend possible la production du matériel ferroviaire, des tracteurs, des armes lourdes, des moteurs de navire, des véhicules industriels, etc. Le capital accumulé dans ce secteur a atteint un tel niveau d'investissements et d'intégration verticale et horizontale que ce secteur est capable en permanence d'accroître le contrôle qu'il exerce sur le capital social, si bien que des systèmes entiers le prennent comme point de référence dans leur politique d'expansion.

Pour toutes ces raisons la bourgeoisie monopoliste a un intérêt vital à maîtriser le cycle de développement du secteur de l'automobile. De quelles armes dispose-t-elle pour réaliser cet objectif ? Elle doit combiner avec l'aide de l'Etat, selon les circonstances, deux tactiques face à la classe ouvrière : l'intégration et la répression.

a) **L'intégration.** — Les luttes revendicatives du prolétariat s'intègrent objectivement dans le plan de la bourgeoisie. La hausse des salaires permet d'élargir le marché (tant intérieur qu'extérieur) ce qui réamorce le cycle de la production.

b) **Répression.** — La concurrence internationale acharnée entre les grands oligapoles de l'automobile rend nécesaire l'abaisement du coût de la production. L'accélération forcenée des cadences, l'allongement du temps de travail non payé (48 heures payées 40) exige un renforcement continu du despotisme patronal.

Cette double tactique est assez bien représentée en France par Renault et Citroën. D'un côté la nationalisation, présentée comme une victoire acquise à la suite de luttes dures et prolongées, mais qui en fait permet aux monopoles, par l'intermédiaire de l'Etat, d'orienter à leur profit, toute l'économie nationale, d'un autre côté Citroën imposant une véritable dictature policière.

De toute façon, l'une et l'autre tactique supposent une perte de combativité de la classe ouvrière. Pour tenter de briser l'unité et la cohésion des ouvriers de l'automobile, les patrons ont employé deux méthodes :

a) Transformer la structure du prolétariat de l'automobile. Traditionnellement combatif, pourvu d'une haute conscience politique (1936, 45, 52, etc.), le prolétariat de l'automobile devait être décapité. Comment s'y prendre ? D'abord licencier en masse des milliers d'ouvriers combatifs, puis faire largement appel aux travailleurs immigrés, ou recruter des paysans sans conscience ouvrière (Cléon, Flins) pour organiser systématiquement la concurrence et les conflits catégoriels entre travailleurs.

b) Insérer les syndicats, et particulièrement la CGT, dans le système : lutte revendicative, augmentation de salaires, augmentation du marché intérieur de l'automobile (accroissement de la consommation) de telle sorte que les grèves soient elles-mêmes intégrées dans la programmation capitaliste et servent en définitive à l'accroissement du profit.

Cette politique patronale a été payante pendant un certain temps. Mai a tout fait voler en éclats ; tous les travailleurs (émigrés, paysans fraichement prolétarisés en tête) se sont révoltés contre le capitalisme (entreprise privée ou Etat patron) en passant outre aux interdits syndicaux. Leur lutte dépassait de très loin la simple revendication économique : 100 000 AF de salaires minimum chez Renault, abaissement de l'âge de la retraite, ralentissement des cadences, fin de l'arbitraire patronal et de ses méthodes fascistes (Citroën), qui mettent toutes en cause l'existence même du capitalisme.

Leur combat a été trahi en mai ; mais leur combativité n'est pas émoussée. Ils savent maintenant que leur lutte pour être victorieuse doit atteindre un niveau plus élevé ; l'ennemi de classe, paniqué, ne peut plus tolérer une agitation sociale d'envergure. Il sera d'autant plus méfiant maintenant qu'il est à bout de souffle, il employera tous les moyens pour briser et mettre à genoux la classe ouvrière. Cela les ouvriers de Renault l'ont mieux compris que quiconque. Avant de se mettre en branle, ils veulent une vision claire de la perspective politique, car ils savent bien tous que toute grève est désormais politique. Les gauchistes peuvent la leur fournir. Il est de bonne augure que les comités d'action soient maintenant écoutés, même s'ils ne sont pas encore suivis par la grande masse.

FLINS-CLÉON BILLANCOURT

La direction de la Régie et derrière elle le pouvoir avaient décidé, il y a longtemps déjà (quand la C.G.T. était encore combative) de faire pièce à la combativité de Billancourt, de réduire le rôle d'avant-garde de Renault. Une tactique bien simple a germé dans la tête de ces bourgeois d'Etat : installer de nouvelles usines à la campagne, recruter une main-d'œuvre paysanne sans tradition de lutte.

En Mai, le piège de la bourgeoisie s'est retourné contre elle. Elle espérait, non sans raison, que la C.G.T. enrayerait la relance de la lutte par la classe ouvrière.

La surprise et la lutte vinrent d'ailleurs : de Cléon, de Flins, où les syndicats étaient faibles, où les jeunes, plus nombreux qu'à Billancourt, imposèrent l'occupation.

Billancourt suivit. Mais après Mai, le visage de la lutte s'y transforme : les C.A. se multiplient. La C.F.D.T. gagne des voix. Ce ne sont plus les professionnels qui lancent la lutte, la base de la C.G.T., ceux qui lui font confiance au vu des grèves de 47 et de 52. Aujourd'hui, ce sont les O.S., les jeunes qui lancent la lutte, ceux qui croient que Mai est le début d'une révolution possible.

LE DESSOUS DES CARTES

Montée des prix, crise monétaire, demain la crise du régime. Les concessions arrachées en mai s'effritent. De Gaulle a un plan boiteux : faire payer la classe ouvrière. L'inconnue : la lutte va-t-elle reprendre dans les usines ?

L'agitation couve à Renault. Renault, c'est traditionnellement l'avant-garde. Eviter que la lutte qui va s'engager à Renault soit un exemple pour les autres usines : c'est une question de vie ou de mort pour Couve, et peut-être pour de Gaulle, pour l'Etat des bourgeois.

Les bourgeois d'Etat, Dreyfus et Cie ont vite manœuvré. Pour éviter une lutte sur des revendications générales, une trouvaille : abaisser la prime de Noël, c'est provoquer une lutte qui risque de se limiter à Billancourt.

Dreyfus ne risque rien. Renault a fabriqué en 10 mois 6 762 véhicules en plus. Dreyfus peut payer. Il joue la petite grève sur la prime.

Son pari, c'est celui de Couve : provoquer une escarmouche pour éviter une bataille d'ensemble avec la classe ouvrière.

Que vont faire les syndicats ?

La C.G.T., encore majoritaire, impose aux autres syndicats une grève de quelques heures.

Dans les autres usines, on regarde vers Renault : « Ils n'ont fait que 4 heures. » « C'est pour leur prime. »

La C.G.T. parle de bataille sur l'échelle mobile — elle fait le contraire : elle désamorce les luttes — elle permet au piège de Dreyfus de fonctionner.

Tout se réglera autour d'une table ronde, d'un tapis vert. Parions que Dreyfus cédera sur la prime. Gageons que Sylvain parlera de victoire. Donnant, donnant.

LES C.A. OUVRIERS RÉPONDENT

Les C.A. appellent dans un tract à rejeter les illusions et à se préparer à la lutte, répondant à la colère générale en 3 points :

1° Les prolétaires n'ont pas de patrie, ils n'ont pas à « défendre la monnaie nationale » (l'huma).

2° La force de la bourgeoisie n'est qu'une apparence.

3° Le monde capitaliste est malade, il faut l'achever.

C.A. RENAULT.

DEUX FAÇONS DE LUTTER

La prime c'est une allocation « dite de production » que donne tous les 3 mois la direction, et dont elle fixe arbitrairement le montant. Celle de décembre atteint environ 450 F pour l'O.S. moyen.

Il y a deux points importants :

1° Elle est hiérarchisée : **c'est-à-dire que si l'O.S. productif touche 400 F, le chef de département lui en reçoit 3 000 F; la C.G.T. a toujours été pour la hiérarchie.**

2° Elle est anti-grève : **il y a une minoration de 20 % par journée de grève. Après 5 jours de grève, normalement, plus de prime !**

Cette prime est donc un moyen de pression anti-grève sur les ouvriers, et plus la prime est forte, plus la pression est grande.

Qu'est-ce que demandait la C.G.T. : L'augmentation de la prime (elle est plus faible que l'an passé) et non la suppression des minorations.

Qu'est-ce que disaient les C.A. :
A bas les pressions anti-grève !
A bas la répression !

C.A. RENAULT.

UNE GIFLE A KIESINGER

Il y a trois semaines, tous les journaux parlaient longuement de la gifle administrée au chancelier Kiesinger par une jeune femme allemande à l'occasion du congrès C.D.U. à Berlin. Un « tribunal spécial », réuni le soir même de la fameuse gifle, condamna Beate Klarsfeld à un an de prison ferme, suscitant une vague de protestation et d'agitation qui obligea les autorités ouest-allemandes à transformer cette peine en un an de prison avec sursis.

Mais la condamnation arbitraire de Beate Klarsfeld n'est pas un fait isolé. Conformément aux lois d'urgence, destinées à discipliner les ouvriers et à légaliser la répression contre les grèves sauvages et d'éventuelles grèves politiques de la classe ouvrière allemande, la bourgeoisie renforce sa répression contre ceux qui troublent la prétendue « harmonie sociale », démasquent la politique intégrationniste des syndicats sociaux-démocrates et ceux qui combattent avec des actions directes l'impérialisme allemand : les militants du S.D.S.

Suite à la répression sanglante dans la rue, à l'occasion des manifestations contre la guerre du Vietnam et à l'occasion des manifestations contre le trust Springer, la répression judiciaire s'accentue, et vise déjà presque 2 000 militants du mouvement S.D.S. Entretemps à Hambourg, Cologne, Francfort et Tübingen des procès politiques ont été ouverts contre les « meneurs », « trublions » et « révolutionnaires de métiers » que dénoncent les procureurs (dont quelques-uns ont par le passé présidé des « tribunaux » nazis).

Avec minutie, la justice ouest-allemande accable les militants du S.D.S. (Rudi Dutschke, à lui seul, a fait l'objet de cinq poursuites différentes), et cherche à écraser moralement et financièrement les éléments les plus combatifs du mouvement. Après Teufel et Langhans (membres de la Commune I de Berlin) des condamnations à des peines de prison ferme (quelques fois avec sursis) ont été récemment prononcées par les tribunaux allemands contre des étudiants, des jeunes ouvriers et des lycéens déclarés responsables des manifestations de l'année dernière contre l'augmentation des tarifs des services publics à Brême et à Kiel. A Tübingen où la contestation universitaire a pris ces derniers mois des dimensions considérables, trois militants S.D.S. (dont Klaus Behnken, membre du bureau national S.D.S.) ont été condamnés à trois mois de **prison ferme** pour avoir interrompu les cours du professeur de sociologie Tenbruck sur le Vietnam (le professeur Tenbruck avait justifié l'agression américaine au Vietnam). Le professeur, refusant toute discussion avait brusquement arrêté ses cours en rejetant la responsabilité sur les étudiants contestataires qui avaient organisé des cours « critiques » parallèles sur le même sujet. A la suite de ces événements, une plainte a été déposée par la Faculté de Droit contre les S.D.S. de Tübingen.

En même temps, pour avoir organisé l'occupation d'un édifice destiné à la défense anti-aérienne, trois autres militants S.D.S. de la même ville ont fait l'objet d'une accusation par le procureur général du Bade-Württemberg. L'évacuation de cet édifice occupé par les étudiants le 23 juin dernier avait été accompagnée d'une singulière répression de la police. Les sanctions encourues dans ce cas-là vont d'un an à trois mois de **prison** avec sursis.

Déjà, d'autres procédures s'ouvrent et sont en préparation. Nous en avons parlé dans le dernier numéro d'**Action.** Il est bien évident que ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une politique du gouvernement ouest-allemand qui, pour protéger les intérêts du capitalisme monopolistique, recourt de plus en plus à la répression ouverte pour étouffer, en se réclamant de l'idéologie de l'ordre comme le pouvoir gaulliste, non seulement un mouvement étudiant qui veut libérer les universités de la mainmise du capital, mais surtout mouvement authentiquement révolutionnaire qui trouve en Allemagne fédérale de plus en plus d'échos chez les jeunes ouvriers et qui risque de mettre profondément en cause la constellation politique actuelle en Allemagne de l'Ouest.

"...UN VASTE COMPLOT INTERNATIONAL..."

Ces informations sont tirées du N° 6 d'INTERLUTTES, Bulletin d'informations militantes, 13, rue Pascal, Paris (13e), téléphone : KEL. 26-27. Ce bulletin nouvellement créé est publié deux fois par semaine. Il regroupe et rediffuse les informations militantes en direction des comités de base, au service des publications du mouvement.

FRANCFORT

Grève active de la faculté des instituteurs (équivaut à l'école normale en France, mais qui fait partie de l'université) avec occupation des locaux depuis le 4 décembre pour protester contre un ordre du ministère de l'Education Nationale qui décide de réduire la durée des études d'instituteurs de huit à six semestres et pour cela supprime carrément deux disciplines de leur programme : sociologie et science politique.

En voulant former rapidement des instituteurs en plus grande nombre et surtout moins « rouges », le gouvernement vise en réalité beaucoup plus loin et veut surtout étendre cette loi d'orientation (du même type que le plan Fouchet) à l'ensemble de l'université allemande. Le gouvernement a cru que le département des étudiants instituteurs réputés plus modérés et moins contestataires que le reste de l'université, serait la brèche idéale permettant la mise en place de ses décrets arbitraires.

En ce moment : assemblées générales et meetings se multiplient dans toutes les facultés pour préparer une grève générale de l'université en solidarité avec les étudiants-instituteurs.

BERLIN

Les étudiants de l'académie cinématographique de Berlin-Ouest sont en grève depuis hier et occupent tous les locaux de l'école. Ils protestent contre la réaction d'Erwin Leiser, cinéaste et directeur de l'école, qui vient d'en exclure 18 personnes pour « activité politique ».

Les étudiants en occupant le bureau directorial d'Erwin Leiser ont eu la surprise de retrouver dans un tiroir un film sur certains événements politiques tournés par les élèves, dont Erwin Leiser prétendait effrontément « qu'il avait dû s'égarer on ne sait où... ». Les étudiants berlinois se réunissent dans les facultés pour organiser des grèves de solidarité avec ces étudiants de l'académie.

MADRID

A la suite des manifestations du 27 novembre le doyen, le vice-doyen, le secrétaire de la faculté des sciences économiques ont présenté leur démission. Des assemblées libres se tiennent à la faculté. La police monte la garde autour de la faculté.

Arrestation de dix étudiants qui seront jugés par un conseil de guerre pour avoir allumé des incendies dans les boites aux lettres, l'incendie de la vieille université et pour fabrication de cocktail Molotov.

Trois ouvriers arrêtés en mars 1968 au cours d'une réunion du syndicat clandestin sont condamnés à trois ans de prison.

80 000 étudiants sont en grève pour protester contre l'attitude de la police, les arrestations et l'application de la justice militaire.

BARCELONE

Manifestation, barricades dans la rue, police lapidée. Après une réunion de 1 500 étudiants à la fac de droit, marche vers la fac de médecine fermée. Après avoir essayé d'ouvrir la porte à coups de bélier les manifestants ont lancé une voiture contre les battants et y ont mis le feu. La police a poursuivi les manfestants dans les couloirs et les salles de l'hôpital, parmi les malades.

BRUXELLES

Dialectique de la répression.

Le président du Conseil de l'Université de Bruxelles, Simonet, député socialiste, bourgmestre d'Anderleck, vient de commettre le même acte que le recteur Roche à la Sorbonne le 4 mai : alors qu'une délégation d'étudiants pénétrait dans son bureau pour protester contre les sanctions prises à la suite des incidents de la ville, le président Simonet a fait appel à la police.

La police bruxelloise est parvenue jusque dans le bureau de Simonet et y a arrêté la délégation. En moins d'une heure, alors que la presse bourgeoise nationale aussi bien qu'internationale a annoncé un rassemblement de 200 étudiants afin de minimiser et d'étouffer l'importance du mouvement, c'est bien 1 500 à 1 800 étudiants qui se sont rassemblés à l'intérieur de l'université et se heurtèrent aux forces de police estimées à 1 000. Aux autos-pompes, aux grenades offensives et lacrymogènes, les étudiants ripostèrent par des jets de pierres, des barricades enflammées et des coktails molotov. On dénombrait 12 à 16 blessés parmi les forces de répression et une vingtaine chez les étudiants.

Dans la nuit, l'université était reprise par les forces de répression qui y montèrent la garde. A la radion, le recteur Daumotte et le président Simonet du C.A. ont annoncé qu'ils entendaient poursuivre les agitateurs et que d'autre part les cours seraient maintenus.

Les étudiants ont riposté : ils posent trois conditions : démission du président Simonet et du recteur Jaumotte, plus de flics dans l'enceinte de l'université, enfin libération des camarades arrêtés.

Un moyen : la grève générale illimitée des cours.

Jeudi, une A.G. de 1 800 personnes s'est tenue afin de déterminer la stratégie du mouvement. L'A.G. a voté la grève des cours jusqu'à la satisfaction des trois points. Le principe de décider la grève par les étudiants, facultés par facultés a été reconnu. Sur 4 500 étudiants présents, 2 500 ont voté pour. (Polytechnique 85 % contre, Droit 60 % contre, Sciences 55 % pour, Sciences économiques et sociales 65 % pour, Philo 100 % pour, Psycho 85 % pour).

Pour mercredi 11, un meeting national est prévu à Bruxelles où seront représentées toutes les facultés du pays.

Pour le 13, manifestations nationales.

LIÈGE

Pour le 12 et le 13, une grève sur le tas, à l'université a été décidée. Des meetings et des commissions sur la répression et l'information se tiendront dans toutes les facultés.

Une projection du film à la gloire de l'impérialisme américain, « Les Bérets verts », de John Wayne, a été interrompue par les étudiants. La police belge a dû faire usage de grenades lacrymogènes et de charges de cavalerie pour disperser les étudiants.

LOUVAIN

L'un des principaux animateurs du S.V.B. (mouvement étudiant radical flamand), Ludo Martens, a vu sa demande d'inscription à l'université catholique refusée par l'administration pour « idéologie marxiste ». Depuis une semaine, une consultation à la base a été opérée, département par département. A l'issue de cette consultation, la grève générale fut décidée. Elle doit prendre effet à partir de jeudi. Dès mercredi, 2 000 policiers stationnent autour du campus universitaire et quadrillent la ville.

Les militants étudiants de la plupart des universités belges, suite à la phase actuelle d'agitation, consécutive à la multiplication des mesures répressives, envisagent une manifestation nationale à Bruxelles dans les prochains jours.

ROME

En Italie, lors des manifestations motivées par la mort des deux ouvriers agricoles d'Avola, de violents affrontements se sont produits entre policiers et étudiants. Le matin près de 15 000 lycéens avaient défilé dans la ville bloquant complètement tout trafic. De nombreuses forces de police entouraient le cortège, qui, possédant son propre service d'ordre s'est dispersé dans le calme. Presque tous les établissements de l'enseignement supérieur étaient fermés. Une manifestation de près de 30 000 étudiants, s'est déroulée comme le jour précédent. Les mots d'ordre stigmatisaient la répression policière en Sicile et ses meurtres, et revendiquaient des réformes sociales.

La marche des 5 000 étudiants qui se déroulait à Rome le 5 décembre s'est vue rejointe par un grand nombre de jeunes ouvriers et s'est dirigée vers l'université. Les slogans demandaient notamment à la population de se préparer à l'autodéfense, ainsi que le désarment de la police. Par ailleurs, les obsèques de deux ouvriers assassinés à Avola ont rassemblés plus de 20 000 personnes. Un grand nombre de manifestations et arrêts de travail se sont déroulés dans de nombreuses villes, dont Milan, Gênes, Florence... Quelques heures avant l'enterrement Paul VI déclara qu'il prierait pour la Sicile !

BORDEAUX

Lundi commence à Paris le procès de 14 jeunes gens de Bordeaux. Treize sont en prison depuis six mois. La presse pourrie répète avec complaisance qu'ils risquent théoriquement la peine de mort. Comme la jeune fille arrêtée récemment rue de Rome.

Légalement les juges de la Cour de Sûreté peuvent frapper au maximum. Politiquement c'est impossible.

C'est donc le gouvernement qui décidera jusqu'où il peut aller dans la répression. En fonction des réactions politiques.

credi au Palais de Justice, 3, boulevard du Palais (Ile de la Cité).

Le procès à lieu lundi, mardi, mer-

SOUTENEZ ACTION

La bourgeoisie a peur. Elle ne s'offre plus le luxe de la libre circulation des idées. La police fait tout pour empêcher la diffusion d'ACTION. Ne faites pas comme les libéraux qui nous demandent de rester sages pour que la répression n'ait pas à s'exercer. Ne tendez pas l'autre joue.

NOUS AVONS BESOIN D'ARGENT

abonnez-vous réabonnez-vous

100 numéros : 50 F

Bulletin d'abonnement à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)

NOM ..... **Prénom** .....

Adresse .....

Paiement par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.-Sup. 7544-66 Paris en mentionnant « Abonnement ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)

Soutenez Action

Bulletin à renvoyer à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)

Je verse ..... **francs**

NOM ..... **Prénom** .....

Paiement par chèque ou mandat-lettre au C.C.P. : S.N.E.-Sup. 7544-66 Paris en mentionnant « Soutien ACTION », joindre au bulletin et renvoyer le tout à ACTION, 52, rue Galande, PARIS (5e)

LES NOUVEAUX MANDARINS

LIBERAUX ET PROGRESSISTES AU SERVICE DE LA CAROTTE

Mai a bouleversé le rapport de forces dans l'Université ; les péripéties de la rentrée universitaire l'ont bien montré : les professeurs réactionnaires sont pris d'une peur panique devant les possibles développements de la lutte, les enseignants dits « progressistes » se font surtout remarquer par leur absence ; le pouvoir, lui, reflète la trouille générale, temporise et retarde la rentrée dans toutes les facultés de France.

Va-t-on fermer les drog'stores?

Mais maintenant que la plupart d'entre elles sont réouvertes et qu'il ne reste plus que les « bastions gauchistes » de mai (Sorbonne, beaux-arts...) ou les bastions potentiels de l'année à venir (Vincennes ?), le pouvoir affirme sa tactique : il supprime délibérément toute rentrée ou, plutôt, la transforme en rentrée perlée ; les sections qui furent en mai les moins militantes ont ainsi l'honneur de donner le bon exemple ; ensuite viennent celles où les professeurs « progressistes » réussissent traditionnellement à amadouer les étudiants (Histoire par exemple, en Sorbonne) ; l'université d'Edgar Faure fait ses premiers pas en choisissant avec soin ses auspices : depuis mai et après novembre le pouvoir n'aime pas le risque (les élections à la faculté des Sciences, la semaine dernière furent un test parmi d'autres. 10 % seulement des étudiants ont voté. Même si la presse bourgeoise en a peu parlé, le pouvoir a pris bonne note : à l'université aussi, l'opération participation s'annonce mal. Il en tire les conséquences.

Dans les grands magasins : plus de jouets en plastic

Cette rentrée perlée supprime la base de masse — les facultés sont encore désertes — et retarde les débats politiques du mouvement en même temps qu'elle a pour but de réduire mai à un souvenir et de donner quelques semaines de plus aux mandarins pour repartir à l'assaut de leurs pouvoirs perdus et de leur autorité bafouée.

LES NOUVEAUX MANDARINS ET LES VIEUX LIBERAUX — A situation nouvelle, méthodes nouvelles : ce ne sont pas aujourd'hui les professeurs fascisants, les Deloffre et Cie qui sont les plus dangereux pour le mouvement : ils ne sont que les signes des derniers soubresauts d'un mandarinat féodal, attaché aux privilèges de la vieille université libérale qui ne peut plus remplir la fonction maintenant assignée à l'enseignement par l'économie capitaliste : les plus dangereux ce sont tous les modernistes, réformateurs, libéraux à la page dont le pouvoir espère se servir pour intégrer le mouvement étudiant. Tous ces nouveaux mandarins ont fait peau neuve ; ils ont tous été à Denfert-Rochereau et en tirent argument pour mieux intégrer le mouvement de mai. « Une fois de nouvelles règles posées, il est nécessaire que l'ordre revienne » proclame dans *Le Monde* un Monsieur JEAN-RENE VERNES qui, on le voit, n'est docteur en logique pour rien (*).

Cette situation n'est pas nouvelle. Nos camarades italiens et particulièrement nos camarades allemands sont confrontés à de pareils problèmes : le développement de tout mouvement radical provoque normalement une transformation de l'attitude des libéraux de toutes obédiences : d'abord enthousiastes ils deviennent généralement critiques puis se proclament plus royalistes que le roi et se mettent à administrer des remontrances paternalistes qu'ils disent paternelles, enfin, ils passent à l'hostilité avouée.

D.R.

Nous ne parlons pas seulement de ceux qui disent avoir compris l'esprit de mai alors qu'ils avaient simplement senti le vent. Ceux-là voulaient redo-

Quand tu rencontres un barrage tais-toi écrases

rer leur blason, mais la cassure est trop nette — et ils sont aujourd'hui obligés de changer ouvertement leurs couleurs. Nous parlons aussi des nombreux enseignants « progressistes » qui sont en train peu à peu de faire le jeu du pouvoir. Ils se réfugient derrière la métaphysique de leur « mission d'enseignant » pour faciliter, par leur silence ou par la caution qu'ils donnent à cette rentrée perlée, l'escamo-

Boum sur les prix !

tage pur et simple du débat politique universitaire. Etre enseignant ne signifie pas être neutre, voter à gauche ne suffit pas pour justifier et masquer une pratique professorale finalement conservatrice.

Le professorat n'est pas un nouveau missionnariat du monde moderne. Nous ne sommes plus au siècle des lumières. L'Université n'est pas plus neutre que l'Etat, et l'Etat attribue aujourd'hui aux enseignants une fonc-

Réveillonnez au Pub Renault, chaude ambiance, nouveau décor

tion bien particulière : il suffit de voir le rôle que le pouvoir voudrait leur faire jouer dans certaines facultés pilotes, comme Vincennes, où ils sont le miroir aux alouettes de l'Université Faure.

(*) *Le Monde*, 1-2 déoembre. Confusion des valeurs.

AVENTURES AU ZOO DE VINCENNES

Feuilleton à épisodes

Lundi 10 : Peu d'étudiants — l'administration prête à toutes les concessions — des bâtiments luxueux — pour le mouvement étudiant : des bureaux, des téléphones — la télé partout. Des ouvriers attendent l'arrivée de la tornade Rouge. Intoxiqués par la grande presse et l'administration, ils guettent les vandales étudiants — destructeurs de voitures, bâtiments, spécialistes en graffitis — Bref, l'apocalypse.

Le Comité d'Action avait appelé à une assemblée générale (400 étudiants). Les gauchistes faisaient leur rentrée à Vincennes.

Une autorité invisible règne derrière l'absence de toute intervention administrative.

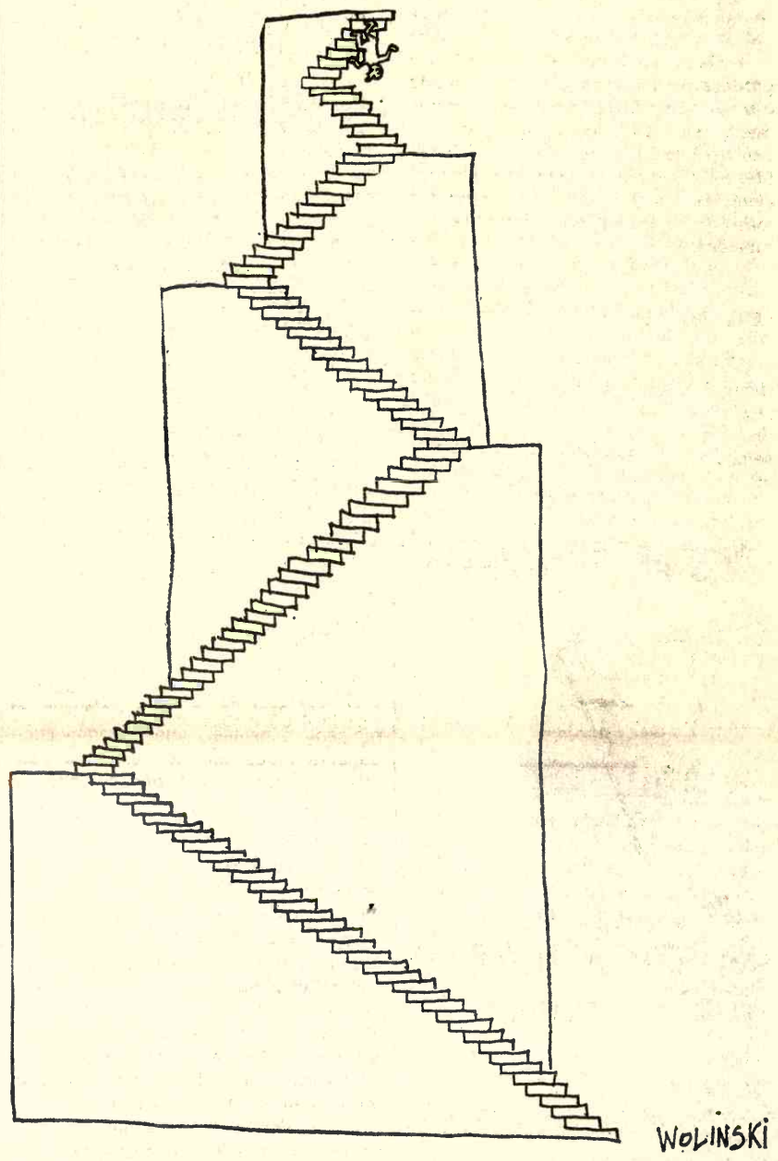
Mardi 11 : Une rumeur parcourt l'administration : On s'Est Emu : le tract du Comité d'Action trainait sur Sa Table.

— Eh bien, répondent les chevelus, s'il faut discuter de la société, discutons-en. S'il faut discuter d'après mai, discutons-en !

En fin de compte, le bloc des professeurs se fissure. Les uns constatent et approuvent : « Hier la lutte idéologique était feutrée, maintenant elle peut être ouverte. » Les autres s'éclipsent à pas feutrés.

Mercredi 12 :

Edgar Faure ayant manifesté quelques velléités d'excursions champêtres dans « son » université, l'administration le lui déconseille très respectueusement et fort prudemment. Par contre l'administration sussure à l'oreille étudiante que le Très Haut Pourrait Se Fâcher : il conviendrait d'éviter toute réunion politique.



Le Très Grand signerait-il dans ces conditions le décret d'ouverture de la Fac ?

Quand les profs seront-ils nommés ?

Les gauchistes avaient ouvert la fac sans Son Autorisation — tant pis pour l'inauguration officielle.

Il paraîtrait, de bonne source officieuse, que le tract a bénéficié de l'hommage du plus Auguste Lecteur qui — après méditation — aurait fait descendre par la Voie Hiérarchique san Amen. Voilà pour le rapport de force.

Les profs suivent : 1re A.G. de socio. Le bloc professoral s'amène avec un programme. Discutons-en disent les profs ! Que pouvons-nous décider, on répond : Pas la peine de discuter si on ne peut pas décider, et puis décisions sur quoi — si c'est pour l'horaire et la date des examens pas la peine d'en faire un plat, pour voir à quelle sauce on va être bouffé.

Mais il y a des contraintes, disent les profs, on n'est pas en Mai, l'université est dans la société, etc.

Ce n'est pas l'avis des étudiants, ni celui d'un certain nombre de profs.

A.G. de Philo : les « bons élèves » sont fort surpris. Les chevelus sont toujours là, mais cette fois-ci ce sont les profs qui introduisent le débat politique et le posent comme préalable au travail de l'année.

Les étudiants proposent la rédaction d'un texte commun avec les profs qui définira le sens politique qui seul fondera le programme de travail et d'action des philosophes à Vincennes.

Dernière information : l'administration annonce que la faculté fermera à partir de 6 h. le soir jusqu'à Pâques. Conséquence : les étudiants salariés trouveront porte close.

L'Université pilote c'est du vent et les fauteuils en simili cuir c'est de la poudre aux yeux des petits bourgeois.

Décidément pense-t-on en haut lieu cette fac, plus c'est vide mieux c'est.

Mais la nature a horreur du vide, et les Comités d'Action aussi...

(A suivre.)

COMMENT UTILISER LA SORBONNE (suite)

Les débats de la Sorbonne sur la crise monétaire ont connu un succès certain mais bref. Des analyses importantes en ont été dégagées mais sont passées « au dessus de la tête » de nombre de militants. Il faut juger ces débats de façon critique et non pas dans le style autosatisfactoire du dernier numéro d' « Action » (article : « Comment utiliser la Sorbonne »).

Cet article comporte un certain nombre de propositions tout simplement fausses.

— Il n'est pas vrai que la discussion ait permis de déterminer les objectifs propices du mouvement. Les décisions d'action, promises pendant deux jours, n'ont finalement jamais été prises. On s'en est remis à l'activité de propagande des comités d'action telle qu'elle est menée tous les dimanches.

— Les assemblées générales n'ont pas été des débats où chaque participant a apporté son analyse et ses questions. Seuls quelques jeunes professeurs révolutionnaires ont participé à la discussion. La masse des militants ne se sentait pas capable d'intervenir.

— Il est malhonnête d'opposer massivement les débats de la Sorbonne à ce qu'on appelle l'activisme stérile, sans faire une critique détaillée des diverses actions menées depuis la rentrée. Ce procédé ne fait que renforcer l'idéologie stupide qui oppose réflexion et action, propagande et intervention.

— Enfin, il y a de la démagogie à dire : lorsque la bourgeoisie est dans la merde, le socialisme est proche.

En guise de critique des débats de la Sorbonne, voici quelques propositions concernant le travail d'analyse politique, de propagande et d'action.

1) Il est évidemment nécessaire que les spécialistes donnent les armes de la critique à l'ensemble des militants. Mais sous peine de retomber dans le rapport aliénant enseignant-enseigné, il faut que les spécialistes arrêtent de discuter entre eux et s'adressent aux militants pour susciter leurs questions et leurs réflexions.

2) Pour faciliter ce travail, il faut instituer des commissions très restreintes et non les commissions-bidons de la Sorbonne qui regroupent 400 militants et se déroulent comme des assemblées générales. Deux types de commissions peuvent être créées : D'abord des commissions plus ou moins permanentes qui travailleraient un sujet pendant plusieurs semaines pour se préparer aux débats. Ensuite des commissions créées sur le tas au cours des assemblées générales qui rassemblent beaucoup de monde.

3) Pour les actions de propagande, il ne faut plus s'en remettre à des organisations extérieures aux assemblées générales et en particulier ne pas faire une utilisation mécanique des comités d'action. Ces derniers ont déjà leurs tâches propres. Pour intensifier le mouvement, il convient de créer, à partir des assemblées générales, des équipes de propagande très mobiles, comme cela a été expérimenté en Hollande et à Mexico.

4) Enfin, lorsqu'aucune action n'est envisageable en dehors de la simple propagande, il convient de le dire clairement et n'entretenir aucune ambiguïté avec de prétendues assemblées générales d'organisation qui, en réalité, ne font que continuer les débats théoriques. Ainsi on en finirait avec ce malaise stupide où s'opposent de façon abstraite ceux qui estiment à juste titre que la situation politique actuelle suppose une analyse approfondie et ceux qui croient tous les problèmes résolus et veulent intervenir n'importe comment.

MICHELET : Cherchez la bombe

Roche-le-récidiviste a presque aussi bien réussi qu'en mai. A une conférence sur « Autogestion et cogestion » provoquée par le C.A.L. avec approbation du S.N.E.S., du proviseur et même du ministère, il a cru bon d'opposer son veto. Résultat : Affluence de lycéens (plus de 300) et de parents d'élèves à la conférence ; affluence de flics aux environs du lycée. Au bahut : panique modérée. On cherchait la bombe. Le standard était bloqué par les appels qui dénonçaient des plastiquages partout, des bombes, des fusées. Finalement, le seul explosif était Lapassade lui-même. La conférence eut lieu. Roche n'est plus à un ridicule près. Nous attendons tous impatiemment le suivant. Vive les C.A.L. !

BEAUX-ARTS : CONTRE-RENTREE

(ou l'Art de ne pas se soumettre au Beau)

En mai, l'école des Beaux-Arts a été un des points rouges du mouvement étudiant. Depuis septembre elle a eu à trois reprises, ce qui va de pair sous ce régime, la une de la presse bourgeoise et les flics. Maintenant, deux mois après la loi d'orientation Edgar Faure, c'est le décret cadre de Malraux. Cette même presse le présente comme révolutionnaire, elle a l'air de dire : tout est prêt pour une rentrée dans l'ordre. Qu'en est-il en réalité ?

LA SITUATION AVANT MAI :

— Une grande école qui mettait dix ans pour « former » des autodidactes.

— Sa spécialité : l'absence de contenu de l'enseignement qui était érigé en système (l'archi ça ne s'apprend pas !), ce qui allait de pair avec la soumission à une profession féodale dans ce qu'elle a de plus sclérosé et de plus affairiste.

Ces grands patrons chefs d'atelier, ce sont les patrons des grosses agences qui monopolisent le marché de la construction, omniprésents dans tous les rouages administratifs, ce sont les « artistes » qui cautionnent les nécessités du plus gros secteur de production : le bâtiment.

A quoi leur servait l'enseignement ?

— C'était une filière pour les honneurs académiques ;

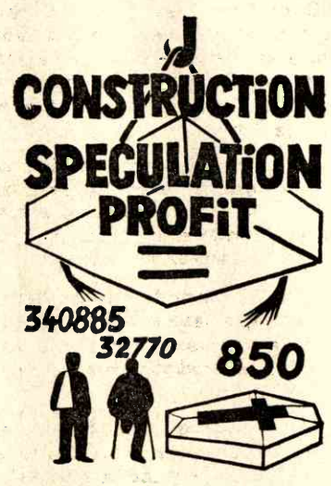
— c'était surtout une pépinière pour les « nègres d'élite » employés dans leur agence.

— Quelques écoles en province, trois groupes à Paris, qui, devant les carences de l'administration avaient diversement fait de multiples expériences : l'autogestion, la cogestion, la collégialité, la participation et autres commissions de réforme dont ils avaient pu mesurer concrètement l'hypocrisie et l'inefficacité.

LE MOIS DE MAI

C'est pour ces raisons que dès le début mai, les étudiants ne se sont pas laissés entraîner dans cette voie de garage qu'était la réforme de l'enseignement (commissions paritaires etc.).

Parce qu'ils étaient à même de connaître (en grattant dans les agences) la distorsion qui existe entre la pratique de leurs maîtres la réalité sociale du logement et les mensonges idéologiques que ceux-ci distillent à travers



leurs pseudo-enseignements, les élèves se sont d'emblée attaqués aux vrais problèmes : la dénonciation :

— des mécanismes bourgeois de production du domaine bâti ;

— des structures professionnelles répressives comme l'Ordre des architectes créé par Vichy ;

— du rôle de chien de garde que l'enseignement perpétue.

Ils ont rejoint le caractère principal de la lutte engagée par la classe ouvrière en se mettant au service de cette lutte (création de l'atelier populaire, d'affiches et participation aux comités d'action).

DES SEPTEMBRE

Les militants de mai, s'unifient politiquement sur les thèmes « critique de la politique bourgeoise du logement et du cadre de vie » et « lutte prolongée contre l'université bourgeoise » par un texte publié par les Cahiers de Mai.

C'est de cette unification que l'A.G. tire sa cohésion qui en fait la seule force réelle à l'école.

C'est ce qui lui permet de replacer chaque lutte partielle (ouverture des locaux, admission, diplôme, cadre unique d'intégration à l'université) dans le cadre général de lutte.

Chantage sur l'ouverture des locaux et division des élèves :

L'administration n'entendait ouvrir les locaux qu'aux élèves ayant accepté son cadre c'est-à-dire se présentant déjà organisés en unités pédagogiques et s'engageant à ne travailler dans les locaux qu'à perfectionner celles-ci En face de l'unité et de la détermination des étudiants, elle essaye les flics, puis elle cède et ouvre les locaux sans condition. Les élèves tiennent alors les réunions qu'ils entendent et travaillent aux questions qui les préoccupent. Ils rédigent la motion du 8 octobre, que signent 1.200 élèves et enseignants.

OCTOBRE : admission - nouvelle provocation - nouvel échec.

L'administration cédant aux pressions des milieux professionnels les plus réactionnaires (Ordre, grands patrons), pressions qui s'exerçait auprès du cabinet du Premier ministre, convoque illégalement par pneumatique et téléphone une partie des élèves pour leur faire passer l'examen d'admission sous les formes traditionnelles. Les administrations, soutenues par l'AG, refusant ce concours sanctionnant un enseignement qu'ils contestent, refusant le numérus clausus et refusant d'installer une diversification dans le mode de recrutement à l'entrée de chaque unité pédagogique, se sont opposés en masse à ce concours et l'ont boycotté.

Une fois encore, après avoir envoyé les flics, l'administration a reculé.

NOVEMBRE : scandale du diplôme - Participation.

L'administration prétend alors faire passer le diplôme : chef-d'œuvre anachronique sans aucune valeur pédagogique, perpétuant la sélection financière qu'il représente et satisfaisant le bon plaisir de l'Ordre des architectes.

Ce que nous voyons, c'est que l'administration a toujours commencé par ignorer l'avis des étudiants. Mais par la suite, en face de leur détermination et de leur action, elle a toujours dû en tenir compte, et pour cela elle a toujours su où les trouver.

Au même moment, l'administration essaie de mettre en place la participation telle qu'elle était prévue dans la loi Faure. Inutile de dire que les étudiants ne se laissent pas berner par cette mystification dont le seul but est de nous entraîner sur le terrain de lutte de la bourgeoisie.

Les élections ridiculisent l'administration : 68 votants sur 3.000 élèves, ce qui ne permet même pas l'élection d'un représentant, alors que l'AG recueille 800 signatures à la motion du 11 novembre : NON à la participation, OUI à nos revendications.

Le même jour commence l' « admission bidon » (tout le monde est reçu et ça ne sert même pas d'orientation, les entretiens sont anonymes) en fait pendant une semaine, devant tous les élèves et les enseignants, toutes les vraies questions sont débattues : l'idéologie mystificatrice de la bourgeoisie (le beau, le don...) est ridiculisée, le rôle de la profession et de l'enseignement est mis à nu, les professeurs réactionnaires sont isolés. La question fondamentale est mise en évidence : L'architecture au service de qui ?

Chaque étape de la lutte nous a permis de préciser nos objectifs (lutte contre la domination de la bourgeoisie) et de mieux poser le problème de nos revendications étudiantes.

Les réformes que nous exigeons ne sont pour nous qu'une étape dans la lutte contre la domination de la bourgeoisie dans l'enseignement.

Lutte contre :

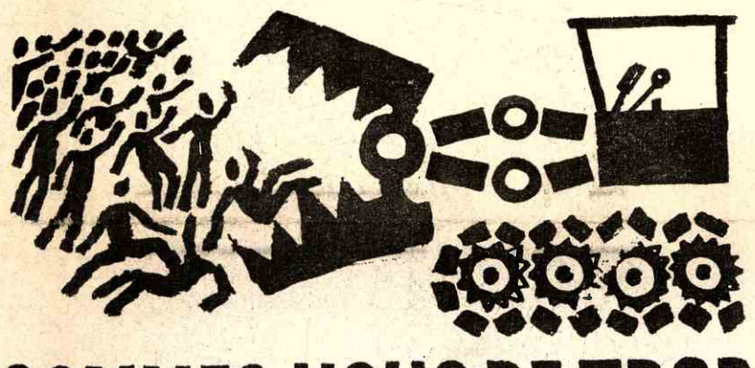
— **le cadre bourgeois** : diversification et hiérarchisation de l'enseignement supérieur aggravée par la loi E. Faure — pénération des intérêts des groupes privés, pour nous, main-mise de la profession et du secteur privé, sur l'école ;

— **la sélection bourgeoise** : contrôle du nombre de personnes qualifiées intervenant sur le marché du travail (concours d'entrée et de sortie) hiérarchisation des diplômes en fonction de la division sociale du travail (super-diplôme et gratteurs) ;

— **le contenu bourgeois** : véhicule de l'idéologie de la classe dominante. Justification de l'absence d'enseignement ; parcellisation de la connaissance ; coupure volontairement entretenue de la réalité sociale.

Pour mener de façon conséquente la lutte sur les trois plans nous revendiquons : **le cadre unique d'intégration à l'université de toutes les disciplines concourant à l'aménagement du cadre de vie.**

En face de l'action de masse des élèves qui s'opposent à ce diplôme et occupent le secrétariat, l'administration propose une commission tripartite. Puis voyant que dans celle-ci deux parties (étudiants et enseignants) ne sont pas d'accord avec elle, l'administration abandonne toute volonté de commission et envoie les flics.



SOMMES NOUS DE TROP DANS NOTRE QUARTIER?

CLASSES LABORIEUSES. CLASSES DANGEREUSES

Les intérêts capitalistes avec l'aide de l'appareil d'Etat, ont mis au point l'exil planifié des travailleurs. Ce plan porte un masque l'urbanisme, qui fait de Paris une ville riche. Le Grand Capital financier, les banques et tous les exploiteurs font « main basse sur la ville ». Les Halles, c'est leur fromage.

LES HALLES C'EST AUSSI 12.000 DEPORTES

Après la "rénovation" (destruction) et la "restauration" (loyer x 3) le pouvoir propose:
- l'exil dans les banlieues dortoirs.
- les 3 heures de transport par jour.
- les HLM clapiers dans les plaines à betteraves.
- les loyers "sociaux" à 45.000F. par mois et pour ceux qui ne peuvent payer, les cités de transit, d'urgence, le bidonville.

Comités d'action: 1°, 2°, 3°, 4°

Cette revendication, nous en voyons d'autant plus l'importance après les premières expériences de Groupe d'Action Universitaire (GAU) : comment des militants de disciplines différentes, étudiant des problèmes réels, arrivent à mieux cerner la réalité et sont plus armés pour engager une action (ainsi les GAU des halles et du 13e, en liaison avec la population et les CA de quartiers, posent mieux le problème de ce qu'on appelle la « rénovation urbaine » et peuvent agir de façon plus conséquente).

DECEMBRE : « le décret » Malraux, un sous-produit dégénéré de la loi-cadre Faure.

D'un côté 3.000 élèves qui veulent apprendre l'architecture et sont prêts à se mettre au travail une fois leurs revendications satisfaites, de l'autre, les perspectives offertes par le décret : la vieille école reconduite en 18 unités, soi-disant pédagogiques, les mêmes crédits, les mêmes locaux, les mêmes professeurs et donc, la même absence d'enseignement.

— Que signifie cette autonomie qu'on nous décrète sans qu'on l'ait jamais demandée ?

Alors qu'aucune garantie n'est donnée ni sur le principe de financement ni sur la répartition des crédits ; c'est la porte ouverte aux groupes de pressions privés (la profession, les industrie de la construction).

C'est-à-dire, à court terme, la mise en place d'écoles concurrentielles.

— Que signie : l'année 68-69 sera une année de définition de l'enseignement par les étudiants et les enseignants eux-mêmes ?

C'est se moquer des élèves que d'ignorer que c'est ce qu'ils font depuis plusieurs années.

C'est faire semblant d'ignorer les conclusions du chargé de mission et des commissions de réforme de l'administration qui font qu'aucune solution ne peut être trouvée en dehors de l'université.

Pourquoi l'administration refuse-t-elle de satisfaire les revendications des élèves ?

Partout les flics s'exhibent

Pourquoi l'enseignement de l'architecture que les étudiants réclament depuis longtemps déjà leur est-il refusé ?

Peut-être faut-il rapprocher ce refus de la politique de logement du ministère de la construction qui explique qu'il faut que la construction soit financée de plus en plus par le capitalisme privé.

Peut-être n'est-il pas non plus indifférent que le Premier ministre ait chargé pour s'occuper de la profession d'architecte un nommé Paira qui a pour référence : promoteur privé, directeur de la S.A.C.I. (ministère de l'Equipement), préfet, ancien secrétaire général du ministère de l'Intérieur (médaille d'or du ministère de l'Intérieur).

Toutes ces questions, les étudiants comptent en débattre à l'occasion de la contre-rentrée qu'ils organisent maintenant.

Ils appellent enseignants et étudiants de l'Université à y participer pour définir une action commune et continuer la lutte.

JANVIER. — « La rentrée » ? ... II ...

(A suivre).

Grandes Imprimeries « Paris Centre »
142, rue Montmartre
Paris (2e)
Travail exécuté par des ouvriers syndiqués
Le directeur de la publication
Jean-Pierre VIGIER

POLICE VOS PAPIERS

POLICE VOS PAPIERS!

POLICE VOS PAPIERS!

SI JE VEUX

POLICE VOS PAPIERS

TOUT DE CHUITE

POLICE VOS PAPIERS!

SI JE VEUX

POLICE VOS PAPIERS!

J'AI HONTE

ILS SONT FAUX

POLICE VOS PAPIERS!

POLICE! VOS PAPIERS

POLICE VOS PAPIERS!

SI JE VEUX

POLICE VOS PAPIERS

SI JE VEUX

POLICE VOS PAPIERS!

POURLA DEUXIEME FOIS POLICE! VOS PAPIERS!

VATE FAIRE FOUTRE!

POLICE VOS PAPIERS!

SI JE VEUX!

DANS UNE MINUTE MONSIEUR L'AGENT

POLICE VOS PAPIERS!

MERDE! J'AI PAS DE PAPIER

POLICE VOS PAPIERS!

POLICE VOS PAPIERS!

POLICE VOS PAPIERS!

SI JE VEUX!

WOLINSKI